

4 Politique

Dialogue politique /Phase citoyenne (suite)

Ils ont dit...

Propos recueillis par : Martina ADA
METOULE

Akanda/Gabon

• **Gabriel Ndzembi (coprésident du panel 2) :**



Gabriel Ndzembi, co-président du Panel 2 .

"Nous avons en effet clôturé les travaux du panel 2 qui traitait des réformes électorales. Aujourd'hui, les sentiments qui se dégagent de cette clôture c'est d'abord la satisfaction de l'ensemble des participants pour avoir pris part au dialogue politique initié par le chef de l'Etat. L'ensemble des panélistes a saisi cette occasion offerte par le président de la République, pour évoquer ensemble, les questions qui traitent des réformes électorales dans notre pays. Au regard, bien évidemment, des malheureux évènements malheureux enregistrés après l'élection présidentielle du 27 août 2016. C'est donc un sentiment de satisfaction de la part des participants. C'est aussi un sentiment de satisfaction du bureau du panel 2 que je représente. Satisfaction d'avoir trouvé dans les réactions de nos compatriotes, l'esprit de responsabilité, de patriotisme et surtout le fait que tout le monde soit animé par la volonté d'apporter sa modeste contribution pour que notre pays, au sortir du dialogue politique, puisse trouver des solutions visant à améliorer l'organisation des élections politiques chez nous. Je pense qu'il faut

attendre encore que les assises politiques se terminent pour avoir le compte-rendu général. S'agissant donc de ce compte-rendu, en terme de qualité des contributions des uns et des autres, il y a des instances plus autorisées que moi."

• **Hubert Aimé Koumba (Coprésident du panel 1) :**



Hubert Aimé Koumba, coprésident du Panel 1 .

"Nous étions chargés de tabler sur les mandats des présidents. Et ce qui en ressort c'est que la plupart des participants de notre panel ont préféré revenir à la Constitution de 1991 qui veut que le président de la République soit élu pour un mandat de 5 ans, renouvelable une seule fois. Et que, la présidente de la Cour constitutionnelle soit également élue pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois. En fait, ce qu'on a constaté c'est que, pour la plupart des institutions, les panélistes étaient partant pour une harmonisation des mandats. On note beaucoup de satisfactions, une hauteur d'esprit, des analyses assez fouillées appuyées par des argumentations intéressantes. Donc, la plupart des personnes qui sont arrivées ont bien préparé leurs communications et on pense que toutes les propositions étaient appuyées par des preuves scientifiques. Sur le point de l'organisation, ce qu'on peut dire, c'est lorsqu'un véhicule démarre, qu'il se met progressivement en régime. C'est peut-être ce qui a justifié certains couacs dans l'organisation notamment, la restauration et autres. Bon mais là, les choses s'améliorent de jour en jour."

• **Jean Ekome Aboghe (président de l'Association Gabon solidarité "Agass") :**



Jean Ekome Aboghe , président de l'Agass.

"Il faut commencer, dans un premier temps, par louer les efforts des plus hautes autorités de la République et, reconnaître que le dialogue de cette année, est un dialogue qui amène les Gabonais à se réconcilier avec eux-mêmes. Ces assises n'ont pas été demandées sans raison. Les autorités ont estimé qu'il y a une situation qui ne va pas depuis la crise post-électorale. C'est pour cette raison que le chef de l'Etat a estimé qu'il fallait nécessairement que les Gabonais se retrouvent entre eux afin d'échanger et trouver des solutions à tout ce qui se passe. Il faut avouer, aujourd'hui, que c'est la question électorale qui fâche, la manière dont les résultats sont rendus après chaque scrutin. Je pense que nous devons revoir notre manière de faire. Parce qu'on dit que les vieilles habitudes ont la peau dure. Nous estimons que ce dialogue politique va devoir donner un nouveau visage à la façon dont les choses doivent désormais se passer dans notre pays, surtout pour ce qui est des élections. Maintenant, il y a aussi le social, les Gabonais souffrent énormément. Il faut atténuer, apaiser tout ce que nous constatons aujourd'hui en terme de déviances et de débordements. Telle est notre position par rapport aux thématiques de ce dialogue. En plus, il y a la question qui concerne mon association proprement dite. Elle fait dans l'entraide mutuelle. On ne pouvait pas déjà aller sur le terrain avant que nous n'ayons un récépissé. Maintenant que

nous l'avons, on peu mieux s'émouvoir. Nous apportons notre aide aux nécessiteux, aux personnes plus démunies. Nous attendons que cela soit plus accentué par les autorités de la République parce que, ce sont elles qui ont la gestion du peuple.

• **Marie-Louise Bouanga (représentant du collectif des investisseurs BR Sarl) :**



Marie-Louise Bouanga, représentante du collectif des investisseurs B.R Sarl .

"Je suis venue m'exprimer au nom des victimes de BR Sarl. Vous mêmes vous savez ce qui s'est passé avec cette micro-finance. Il y a un an et demie, au travers de plusieurs marches, entretiens et correspondances, les investisseurs que nous sommes, soit 18000 épargnants, avons exposé notre désarroi aux autorités compétentes de notre pays. Nous avons perçu une lueur d'espoir au mois de juillet 2016 lorsqu'il nous a été demandé d'établir une liste des épargnants BR Sarl. Ceci, en vue du remboursement du capital de chaque investisseur. Cette lueur d'espoir a été reportée par qui de droit à la rentrée judiciaire du mois d'octobre 2016. Jusque-là rien n'a été concrétisé, malgré les multiples correspondances de relance. Par ma voix, nous prions les organisateurs de ce dialogue de bien vouloir entériner notre plaidoirie par son adoption. Tout en gardant espoir et confiance en nos autorités, nous leur demandons par la même occasion d'inscrire cette épineuse question du remboursement du capital investi par chaque épargnant BR Sarl parmi les priorités.

Les coulisses

S. M.

Akanda/Gabon

• **La presse oubliée ?**

Certains représentants des médias accrédités pour couvrir le dialogue politique s'interrogent depuis quelques jours, sur la récompense qui sera la leur, à l'issue de la première phase de ces assises. La question est sur toutes les lèvres de ces professionnels de l'information qui, depuis l'ouverture dudit dialogue, œuvrent au quotidien pour la réussite de cette rencontre politique convoquée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Surtout depuis qu'une nouvelle circule, selon quoi, certains participants auraient déjà perçu une sorte de "rémunération". De même que ces "ouvriers de tous les jours" estiment qu'il est inadmissible que le travail qu'ils abattent ne soit pas considéré à sa juste valeur. Ont-ils été oubliés ? A espérer que cela ne soit pas le cas...

• **Les policiers, des humains avant tout**

Au-delà de leurs fonctions, on devrait peut-être accorder un peu plus de considération à ces compatriotes des corps habillés. Comment comprendre qu'aucune disposition n'a été prise pour les agents de police qui doivent assurer la sécurité des biens et des personnes, tout au long de ces assises ? Pour preuve, ces trois agents ont dû, par instinct de survie, abandonner leurs postes pour trouver de quoi



La presse attend toujours qu'on lui dise.

se mettre sous la dent. Il y a ici de quoi interpellier les responsables de ces unités des forces de police et de défense, d'autant plus que ce n'est pas la première fois que l'on assiste à une scène du genre.

• **Le panel 2 termine en communion**

Les participants inscrits au panel 2 (Réformes électorales) de ces assises ont bouclé cette première phase dans un esprit voulu par le dialogue. En témoigne cette photo prise au terme de leur plénière, hier, aux marches du stade d'Angondjé. Comme on a coutume de dire : "tout



Ils ont été obligés de se joindre à la presse pour partager un bout.

est bien qui finit bien".

Le panel 3 déjà à la caisse ?

Certaines indiscretions laissent entendre que les participants du panel 3 seraient déjà, à leur tour, entrain de passer à la caisse. Après plusieurs mouvements de pression de la part de ces derniers, à l'endroit du Comité d'organisation, ces "dialogueurs" ont finalement obtenu gain de cause. Au même titre que ceux des panels 1 et 2, on les aurait vus depuis hier après-midi, emprunter à tour de rôle l'ascenseur pour se rendre au deuxième étage du stade Angondjé, "où tout se passe".